

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Transports

#### ♦ Conseil transport du 28 mars 2003 :

- Fret ferroviaire international : le Conseil est parvenu à un accord politique (vote à la majorité qualifiée) sur une position commune sur le deuxième paquet ferroviaire pour une ouverture du fret ferroviaire international à la concurrence le 1<sup>er</sup> janvier 2006 (au lieu du 15 mars 2008), malgré l'opposition de la Belgique, la France et le Luxembourg.

Par ailleurs, le 15 mars dernier, est entré en vigueur le premier paquet ferroviaire qui permet aux trains de fret internationaux de franchir les frontières sans entraves administratives et légales.

- Transport international de passagers : le Conseil n'a pas retenu la proposition du Parlement européen d'une libéralisation le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (voir bulletin 121). La Commission fera une nouvelle proposition fin 2003 qui sera soumise au Parlement en deuxième lecture.

- Sécurité maritime : le Conseil a dégagé un accord sur un calendrier accéléré pour l'élimination des pétroliers à simple coque. A partir de 2010, ils ne pourront plus entrer, ou sortir, d'un port communautaire, quelque soit leur pavillon. Ceux âgés de plus de 23 ans seront soumis au règlement dès sa publication.

- "Ciel ouvert" : le Conseil a reporté au mois de juin la question de l'octroi à la Commission, à sa demande, d'un mandat pour négocier des accords bilatéraux avec les Etats-Unis, suite à la condamnation par la Cour de justice des accords conclus par certains Etats membres (voir bulletin 117).

♦ **Galileo** : en marge du Conseil, un accord est intervenu entre l'Allemagne et l'Italie (voir bulletins 114/115 et 108). L'Agence spatiale européenne (ESA) va, dès lors, pouvoir confirmer sa participation et les fréquences pré-attribuées à Galileo pourront être confirmées lors de la Conférence internationale de télécommunications de l'été 2003. De son côté, la Commission poursuit les négociations avec les Etats-Unis sur l'interopérabilité avec le système GPS.

---

### Télécommunications

♦ **Le Conseil télécommunications** du 27 mars dernier, est parvenu à un accord politique sur la proposition de directive relative à l'exploitation commerciale des documents du secteur public. L'objectif visé est double : parvenir, grâce à un ensemble de règles communes, à surmonter les obstacles réglementaires au développement de produits et de services d'information transfrontaliers combinant des données issues de sources publiques et les possibilités offertes par les nouvelles technologies ; créer la sécurité juridique indispensable à ce développement. Les différences de règles et de pratiques existant les Etats membres (tarification, délais de réponse, accords d'exclusivité, droit de réutilisation des informations, etc.) ne permettent pas actuellement de créer des produits couvrant l'ensemble de l'Union.

♦ Le groupe des régulateurs européens a donné son .../...

### Transports

#### ♦ The Transport Council of 28th March 2003

- International Railways Freight: The Council managed to reach a policy agreement (qualified majority vote) on a common position concerning the second railways package in favour of the opening to competition of the international railways freight starting from the 1<sup>st</sup> January 2006 (instead of the 15<sup>th</sup> March 2008), in spite of opposition from Belgium, France and Luxembourg.

Further, on 15<sup>th</sup> March 2003, the first railways package became effective, making it possible for international freight trains to cross borders without administrative or legal barriers.

- International passenger transport: The Council rejected the proposal by the European Parliament for its liberalisation from 1<sup>st</sup> January 2008 (see bulletin 121). The Commission shall make a new proposal by end 2003, which will be submitted to the Parliament on second reading.

- Maritime safety: The Council reached an agreement on the agenda for an accelerated elimination of single hull tankers. Starting from 2010 such tankers will not be allowed in or out of any Community port, irrespective of their nationality. Tankers which are more than 23 years old will be subjected to this regulation right from the date of its publication.

- "Open Sky": The Council has postponed until June the question of granting the Commission (on its demand) the mandate to negotiate bilateral agreements with the United States, following the condemnation by the Court of Justice of agreements on this issue, reached by certain Member States (see bulletin 117).

♦ **Galileo**: During the Council, an agreement was reached between Germany and Italy (see bulletins 114/115 and 108). The European Space Agency (ESA), will, henceforth, be able to confirm its participation and, frequencies allocated to Galileo could be confirmed during the International Telecommunications Conference in Summer 2003. On its part the Commission is continuing negotiations with the United States on the interoperability with the GPS system.

---

### Telecommunications

♦ **The Telecommunications Council** of 27<sup>th</sup> March struck a policy agreement on the directive proposal concerning the commercial use of documents from the public sector. The targeted objective is two fold: first, through a number of common rules, manage to overcome regulation obstacles to the development of products and of cross-border information services, combining data from public sources and the possibilities made available by new technologies; second, set up legal security environment indispensable for such development. Differences of rules and practices currently existing in Member States (charges, response delays, exclusivity agreements, rights to multiple usage of information etc.) do not, at present, enable the creation of products covering the whole of the Union.

♦ On 28<sup>th</sup> March, the European Regulators Group gave its .../...

appui, le 28 mars dernier, à un projet de recommandation de la Commission qui s'inscrit dans la directive cadre sur les réseaux et services électroniques (2002/21/CE). Ce projet prévoit, dans le cas où une mesure envisagée par une autorité de régulation nationale (ARN) a une incidence sur les échanges entre les Etats membres, d'instaurer un mécanisme de consultation obligatoire des autres ARN et de notification à la Commission. Le groupe des régulateurs a été créé le 29 juillet 2002 par la Commission pour faire l'interface entre les autorités nationales de régulation et ses propres services.

---

## Sommet social tripartite

La première réunion officielle du Sommet social tripartite s'est tenue le 20 mars dernier (voir bulletin 124). Si tous les participants ont exprimé leur satisfaction d'une plus grande implication des partenaires sociaux à la définition des politiques européennes pour l'emploi et la croissance (stratégie de Lisbonne), la commissaire Diamantopoulou s'est inquiétée de leurs réelles mises en œuvre au niveau national.

La question de la task-force européenne sur l'emploi (présidée par l'ancien Premier ministre néerlandais Wim Kok), que le Conseil de Bruxelles a demandé à la Commission de créer (voir bulletin 125/126), a été discutée mais n'a pas suscité l'enthousiasme. Pour les syndicats, notamment, ses objectifs doivent être clairs, limités dans le temps et ses travaux coordonnés par la Commission.

---

## Télévision sans frontière

Suite à son quatrième rapport d'application de la directive "Télévision sans frontière", la Commission a lancé, le 18 mars dernier, une vaste consultation publique sur une révision éventuelle. Des auditions publiques ont été organisées en avril (1,2 et 4), d'autres le seront en juin (23, 24, 25) et des contributions écrites peuvent être envoyées jusqu'au 15 juillet 2003.

Documents consultables sur le site de la Commission :

[http://www.europa.eu.int/comm/avpolicy/regul/review-twtf2003/consult\\_fr.htm](http://www.europa.eu.int/comm/avpolicy/regul/review-twtf2003/consult_fr.htm)

---

## Budget de l'élargissement

Depuis le Conseil européen de Copenhague, en décembre 2002, en grande partie consacré à l'élargissement de l'Union (voir bulletin 119), des divergences sont apparues, et persistent, entre le Parlement et le Conseil européen au sujet du financement de l'élargissement.

Selon les conclusions des services juridiques du Parlement, en l'état, l'acte d'adhésion approuvé par le Conseil, fixe de manière contraignante le plafond des dépenses liées aux dix nouveaux Etats membres, "limite les prérogatives budgétaires du Parlement et affaiblit le rôle des institutions communautaires vis à vis des Etats membres". Le Conseil européen de Bruxelles n'a pas permis d'avancer sur cette question. S'il semble que le Parlement devrait quand même accepter de voter l'accord d'adhésion le 9 avril prochain, il pourrait dénoncer l'accord inter institutionnel de mai 1999 sur la discipline budgétaire.

support to the Commission's recommendation draft which is associated to the framework directive on electronic networks and services (2002/21/CE). In a situation whereby a measure envisaged by one National Regulation Authority (NRA) has repercussions on the relations between Member States, this draft provides for a mechanism of obligatory consultation with other NRAs and of informing the Commission. The group of regulators was set up on 29<sup>th</sup> July 2002 by the Commission in order to act as an interface between National Regulation Authorities and the its own services.

---

## Tripartite Social Summit

The first official meeting of the Tripartite Social Summit was held on 20<sup>th</sup> March (see bulletin 124). Even though all participants expressed satisfaction on the wider involvement of social partners in the definition of European policies for employment and growth (Lisbon Strategy), commissioner Diamantopoulou questioned their implementation at national level.

The issue of European task-force on employment (chaired by the former Netherlands' Prime Minister Wim Kok), which the Council of Brussels asked the Commission to set up (see bulletin 125/126), was discussed but seemed not to raise a lot of enthusiasm. For Unionists, in particular, its objectives should be clear, with a time limit and its activities co-ordinated by the Commission.

---

## Television without frontiers

Following its fourth report on the implementation of the directive "Television without borders", the Commission launched, on 18<sup>th</sup> March, a wide public consultation on a possible revision. Public hearings were organised in April (1,2 and 4) and further hearings will be held in June (23, 24 and 25) also, contributions can be made in writing until 15<sup>th</sup> July 2003.

Documents are available at the Commission's site:

[http://www.europa.eu.int/comm/avpolicy/regul/review-twtf2003/consult\\_fr.htm](http://www.europa.eu.int/comm/avpolicy/regul/review-twtf2003/consult_fr.htm)

---

## Enlargement budget

Since the European council of Copenhagen, in December 2002, which was largely devoted to the enlargement of the Union (see bulletin 119), differences have emerged and continue to persist between the Parliament and the European Council on the issue of financing the enlargement.

According to conclusions of the legal services of the Parliament, the accession act approved by the Council, in its present state, is restrictive on the maximum expenditure on the ten new Member States, "limits budgetary prerogatives of the Parliament and weaken the role of Community institutions concerning Member States. The European Council of Brussels did not make any progress on this issue. Even though it appears that the Parliament will, all the same, accept to vote the accession agreement on the 9<sup>th</sup> April, it can possibly reject the inter-institutional agreement of 9<sup>th</sup> May on budgetary discipline.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@globenet.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.